

Unité départementale du Bas-Rhin  
14 rue du Bataillon de Marche n°24  
BP 10001  
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 26/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**TSCHOEPPE INDUSTRIE**

9 rue de Wintzenbach  
67470 Niederroedern

Code AIOT : 0006703902

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/10/2025 dans l'établissement TSCHOEPPE INDUSTRIE implanté Parc d'activité du Ried - 2 rue Lavoisier - 67720 HOERDT. L'inspection a été annoncée le 01/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le suivi de l'application de l'arrêté ministériel du 20/06/2023 relatif à la recherche de composés per et polyfluoroalkylés (PFAS) dans les rejets d'eau de l'établissement.

Les résultats des campagnes d'analyse imposées par l'arrêté ministériel du 20/06/2023 montrent la présence de PFAS et d'AOF dans les rejets aqueux d'un certain nombre de sites industriels. Dans la continuité de l'action nationale 2024, ces émissions doivent être supprimées ou, à défaut, réduites autant que possible. Les exploitants doivent donc définir un plan d'action pour supprimer/réduire les émissions de PFAS.

Le site de TSCHOEPPE est concerné par l'action compte tenu des flux détectés pour le paramètre AOF uniquement.

### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TSCHOEPPE INDUSTRIE
- Parc d'activité du Ried - 2 rue Lavoisier - 67720 HOERDT
- Code AIOT : 0006703902
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société TSCHOEPPE fabrique des portails, clôtures, brise-vues et garde-corps en aluminium haut de gamme. Tous les produits sont fabriqués sur-mesure sur le site de Hoerdt. Une fois assemblées, les pièces en aluminium sont débarrassées des résidus de coupes par un trempage dans des bains lessiviels puis traitées par un bain chimique avant peinture de sorte à garantir une accroche optimale. Ces activités répondent notamment aux rubriques 2560, 2563, 2565 et 2940 de la nomenclature des Installations classées.

**Thèmes de l'inspection :**

- AN25 PFAS TOP 99%
- Eau de surface

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Mesures d'investigation	Code de l'environnement du 02/02/1998, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Eau - Capacités de rétention	Arrêté Préfectoral du 16/10/2007, article 9.2.2	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
2	Rejets aqueux de PFOS	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32	Sans objet
5	Mesures de suppression/réduction	Code de l'environnement du 25/08/2021, article L. 110-1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort de l'inspection que suite à la réalisation des trois campagnes d'analyses prévues par l'arrêté ministériel du 20/06/2023, du Fluor Organique Adsorbable (AOF) a été détecté lors de plusieurs analyses au-delà du seuil de quantification sans détection de composés perfluoroalkylés (PFAS).

Dans ce contexte, l'exploitant a commencé les démarches d'identification de la présence de PFAS ou substances fluorées dans les produits utilisés au sein de son site. Pour l'instant, quelques produits utilisés dans les baignoires de traitement sont composés de Fluor inorganique sans présence de PFAS selon les informations de l'exploitant.

Cette recherche doit être poursuivie par l'exploitant en veillant à analyser également les produits utilisés dans le cadre de la défense incendie.

Le jour de l'inspection, l'exploitant s'est engagé à mettre en place une surveillance trimestrielle sur 2 ans des PFAS/AOF au niveau de ses rejets en réalisant au moins une analyse au niveau de son point de prélèvement.

L'Inspection considère qu'il est nécessaire de faire application des dispositions de l'article L. 181-14 du Code de l'environnement en proposant un arrêté préfectoral permettant d'encadrer la surveillance à mettre en place, et des conditions d'investigations complémentaires en fonction des résultats obtenus au cours des campagnes.

Par ailleurs, lors de l'inspection, il a été constaté que l'ensemble des bacs de traitement de surface est installé sur une rétention unique. Or, cette configuration n'est pas conforme aux règles de sécurité applicables, dès lors que les bacs contiennent à la fois des produits acides et des produits basiques. En conséquence, une mise en demeure est proposée à l'exploitant afin qu'il mette son installation en conformité.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Déclaration des résultats GIDAF

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
<b>Thèmes :</b> Actions nationales 2025, Restitution correcte des résultats sur GIDAF
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28/04/2014 susvisé.
<b>Constats :</b>  Les campagnes de mesure demandées par l'Arrêté Ministériel du 20/06/2023 se sont déroulées durant les mois de mai, juin et juillet 2024. Il a été constaté que l'exploitant a bien déclaré les résultats sur l'outil GIDAF et qu'il n'y aucune erreur de saisie. Ces analyses montrent la présence de Fluor Organique Absorbable (AOF) dans les deuxième et troisième campagnes d'analyses à des concentrations variables (0,878 g/j et 190 g/j).
<b>Type de suite proposée :</b> Sans suite

### N° 2 : Rejets aqueux de PFOS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32
<b>Thèmes :</b> Actions nationales 2025, Respect de la valeur limite d'émission en PFOS de 25 µg/L
<b>Prescription contrôlée :</b>  4 - Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes : [...]  Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés* (PFOS) (45298-90-6 ; 6561) ≤ 25 µg/l  Les substances dangereuses marquées d'une * dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III du présent arrêté.
<b>Constats :</b>  Les analyses effectuées n'ont révélé aucune présence de PFOS dans les échantillons testés.
<b>Type de suite proposée :</b> Sans suite

### N° 3 : Liste des substances PFAS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
<b>Thèmes :</b> Actions nationales 2025, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1erétablit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.  Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.
<b>Constats :</b>  Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté la liste des substances utilisées sur le site, comprenant une cinquantaine de produits référencés dans la base de données de l'établissement. Un travail de catégorisation de ces produits a été réalisé par l'exploitant en fonction des mentions de danger figurant dans les fiches de données de sécurité (FDS). Cependant, la présence potentielle de composés fluorés ou de PFAS n'a pas été spécifiquement indiquée, ce qui ne permet pas de justifier leur absence sur le site. Il est également à noter que les produits utilisés pour la défense incendie n'ont pas été pris en compte dans cette analyse. Or, ces produits sont susceptibles de contenir des additifs fluorés et leur vérification devrait être intégrée dans le recensement global des substances.  À noter que, par échantillonnage lors de l'inspection, un travail de vérification a été mené avec l'exploitant sur trois FDS, afin de confirmer l'absence de PFAS en fonction du type d'utilisation des produits et des mentions de danger associées.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection demande à l'exploitant de fournir la liste des produits utilisés sur le site en comprenant ceux utilisés en tant que défense anti-incendie pouvant être susceptibles de contenir des PFAS ou additifs fluorés. La consultation des fournisseurs doit être réalisée afin de vérifier la présence de PFAS en détail.  Un retour sur la démarche engagée sera faite à l'inspection dans un délai n'excédant pas 2 mois.
<b>Type de suite proposée :</b> Avec suites
<b>Proposition de suite :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délai :</b> 2 mois



#### N° 4 : Mesures d'investigation

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 02/02/1998, article 2
<b>Thèmes :</b> Actions nationales 2025, Recherche des causes des émissions en PFAS et/ou en AOF
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : -prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.
<b>Constats :</b>  Le jour de l'inspection, l'exploitant n'avait pas encore entrepris les démarches visant à identifier les sources potentielles des AOF détectés dans les rejets aqueux. Cependant, il s'est engagé à mettre en place une surveillance trimestrielle sur une période de deux ans, réalisée au niveau de son point de rejet en ajoutant des analyses sur les eaux amont simultanément, afin de vérifier l'absence de contamination en amont du site.  À la suite de l'inspection, un composé utilisé dans le traitement de surface, contenant du fluor inorganique, a été identifié. Il s'agit du fluorure d'ammonium (NH <sub>4</sub> F). Une hypothèse est émise selon laquelle ce composé pourrait être à l'origine des AOF détectés dans les rejets aqueux et mérite d'être étudiée.  Il convient de prendre par voie d'arrêté préfectoral complémentaire les dispositions qui permettront notamment de maintenir pour à minima 2 ans une fréquence trimestrielle pour la surveillance des émissions en PFAS et AOF dans l'environnement.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Dans l'attente de la signature effective du projet précité, il est demandé à l'exploitant à minima de maintenir les actions de surveillance telles que prévues à date du présent contrôle.
<b>Type de suite proposée:</b> Avec suites
<b>Proposition de suite :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délai :</b> 3 mois

#### N° 5 : Mesures de suppression/réduction

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 25/08/2021, article L. 110-1
<b>Thèmes :</b> Actions nationales 2025, Mise en œuvre de mesures de réduction/suppression des rejets
<b>Prescription contrôlée :</b>  1° Le principe de précaution, selon lequel l'absence de certitudes, compte tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment, ne doit pas retarder l'adoption de mesures effectives et proportionnées visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles à l'environnement à un coût économiquement acceptable.

**Constats :**

À ce stade, l'exploitant n'a pas encore finalisé les démarches d'identification des sources potentielles de fluor présentes sur le site. En conséquence, la mise en place d'un plan de suppression ou de réduction des émissions demeure pour l'instant difficile.

Cependant, l'exploitant s'est engagé via les prochaines campagnes d'analyses, ainsi que les recherches complémentaires menées auprès des fournisseurs et à partir des FDS, à en identifier les sources. Ces recherches devraient permettre d'améliorer la connaissance des sources potentielles et de définir, le cas échéant, des actions correctives adaptées.

**Type de suite proposée :** Sans suite

**N° 6 : Eau - Capacités de rétention**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 16/10/2007, article 9.2.2

**Thèmes :** Produits chimiques, Incompatibilités

**Prescription contrôlée :**

"(...)

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention, notamment les acides et les bases.

(...)"

**Constats :**

La ligne de traitement de surface est composée de bains actifs et de bains de rinçages selon le schéma suivant :

- bain n° 1 : attaque alcaline (pH 12)
- bain n° 2 : rinçage
- bain n° 3 : rinçage
- bain n° 4 : attaque acide (pH 3.3)
- bain n° 5 : rinçage
- bain n° 6 : rinçage
- bain n° 7 : rinçage (eau déminéralisée)
- bain n° 8 : conversion non chromique (pH compris entre 2.3 et 2.8).

Ces bains sont positionnés sur la même rétention, alors que deux des bains actifs présentent un profil acide et le troisième un profil basique.

Les acides et les bases sont incompatibles entre eux. Ils ne peuvent être placés sur la même rétention.

**Type de suite proposée :** Avec suites

**Proposition de suite :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délai :** 12 mois

